L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS : SAMEDI MATIN, 11 JUIN 1836.

POUR PRESIDENT.

M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT :

RD. M. JOHNSON.

Extrait du "Daily National Intelligencer."

Les gazettes de New-York ont annoncé la mort de l'hon. Edward Livingston, récemment notre ambassadeur en France. *Il expira lundi, 23 mai, à sa résidence de Red-Hook*, après une courte maladie occasionnée par un verre d'eau froide bue dans un moment où il était en transpiration.

Nous tenons ce qui suit dans l'American : " M. Livingston était âgé de 72 ans, et la dernière fois que nous le vîmes il nous portait avec toute l'ardeur d'un jeune homme, d'une partie de pêche qu'il se proposait de faire bientôt à Long-Island.

M. Livingston, dans sa longue carrière a occupé plusieurs postes très importants. Nous nous rappelons de lui avoir entendu prononcer, il y a quarante ans, un discours à la Chambre des Représentants, où il avait été envoyé par l'Etat de New-York, dans lequel il s'élevait avec force contre la presse des matelots.

Après cela M. Livingston fut revêtu de la charge importante de Maire de la ville de New-York qu'il occupa pendant un an ou deux. Peu après il émigra à la Nouvelle Orléans et consacra tout son temps au barreau, profession pour laquelle il avait été élevé.

Il y a environ 14 ans, M. Livingston fut envoyé par le District de la Nouvelle Orléans, à la Chambre des Représentants, et plus tard au Sénat, où il resta jusqu'à l'époque où le Secrétaire d'Etat donna sa démission. Alors il le remplaça.

On se rappelle sa dernière mission diplomatique en France : mais les titres de M. Livingston à la reconnaissance nationale ne se fondent pas seulement sur les services qui a rendu dans les diverses places qu'il a occupées. Ses codes de lois et de procédure, basés sur la justice et empreints d'une douce philosophie suffisent pour faire passer son nom à la postérité.

PA la requête de plusieurs de nos concitoyens, nous annonçons qu'une assemblée doit se réunir Jeudi prochain, 16 Juin, à la Salle de Davis, pour y former une liste de Candidats à la Chambre des Représentants.

Nous sommes autorisé à annoncer de la part du propriétaire du St. Leon, que ce bateau fera demain deux voyages à la crevasse Morgan, l'un à 10 heures du matin et l'autre à 4 heures de l'après midi.

Nous disions naguères que nos édifices modernes n'étaient que des châteaux de carte qu'un souffle suffisait pour abattre : nous étions loin de croire qu'un malheureux évènement viendrait sitôt prouver la vérité de nos assertions. Hier après midi, une maison dont les deux premiers étages étaient achevés, et dont on élevait le troisième, a croulé tout à coup. Cependant hier, à quatre heures après midi, nous n'avons eu ni ouragan ni coup de vent. Pas un souffle n'agitait l'air. Nous nous sommes transporté sur les lieux : on nous a dit, et nous le croyons, que l'incendie qui a détruit toute l'encoignure des rues du Canal et Baronne avait fait lézarder ces murailles à peine achevées. Cela prouve précisément ce que nous avions avancé ; que nous ne bâtissons que pour un jour ; que soit par la parcimonie des propriétaires ou des entrepreneurs nos édifices avant d'être achevés, menacent déjà ruine.

Nous ignorons toute fois le nombre des victimes : on nous a dit qu'il y en avait eu cinq ou six, mais nous n'avons vu qu'un malheureux estropié que l'on transportait à l'hôpital. Un de nos abonnés nous a porté un morceau du mortier qui avait été employé pour cimenter les briques de cette bâtisse. Nous le conservons comme une curiosité. Nous y avons en vain cherché de la chaux, nous n'y avons trouvé que du sable.

Les succès obtenus par l'armée Lilliputienne du Texas contre les forces gigantesques (proportionnellement parlant) du Mexique, peuvent, en dernier analyse, devenir très funestes aux vainqueurs. Et d'abord, le général en chef quitte l'armée pour venir à la Nouvelle Orléans se faire guérir d'une blessure, tel est du moins le motif mis en avant. Nous pensons et nous espérons que cet étrange déplacement avait un but caché. Car malheur à l'armée qui n'a pas dans son rang des chirurgiens capables de guérir ou de tuer ses patients. Le général en chef délègue ses pouvoirs à un autre officier ; celui-ci poursuit l'ennemi qui bat en retraite. Et puis, nous apprenons tout d'un coup, que Santa-Anna, prisonnier des Texiens, a été mis en liberté sur parole ! Si le fait est vrai, malheur au Texas ! Santa-Anna, homme rusé, sans foi et sans loi va bientôt prendre sa revanche. La guerre va recommencer, mais cette fois ce sera toute la puissance Mexicaine qui viendra se heurter contre quatre hommes et un caporal qui composent l'armée Texienne. Voici donc le moment où les Volontaires doivent se rendre au Texas. En avant Messieurs C... et tant d'autres, ce n'est plus dans des assemblées publiques où vous pourrez faire preuve de patriotisme, de républicanisme et de patati et patata, mais c'est, le fusil ou la carabine sur l'épaule, sur les champs de bataille, que vous prouverez que vous êtes intéressés à l'indépendance du Texas, en tant que vous y possédez des terres. Vos superbes proclamations ont séduit nos concitoyens; plusieurs de nos amis, la fleur de la jeunesse Louisianaise, ont été présenter leurs nobles poitrines pour servir de remparts à votre liberté naissante. En avant donc, hommes intéressés, spéculateurs, agioteurs et autres, en avant...! Ou plutôt, formez l'arrière garde, et regardez faire...!

Un de nos concitoyens, disciple d'Esculape, et farceur *nonobstant*, appelé dernièrement en consultation auprès du lit d'une jeune demoiselle affligée de ses 18 ans, écrivit l'ordonnance suivante : " Une manche de chemise dans laquelle se trouvera le bras d'un jeune homme, appliquée autour du cou pendant toute la nuit. "

NOUVELLES RECENTES D'EUROPE.

Les paquebots Napoléon, de Liverpool, et Victoria du Hâvre, apportent des journaux de Londres du 29, de Paris du 30 avril, et du Havre du 1er. mai.

Le parlement Anglais travaille prudemment à la réforme des abus. La Chambre des Communes, plus ardente et oubliant quelquefois qu'il n'est pas nécessaire d'innover pour réformer, pourrait commettre de grandes erreurs, si elle ne rencontrait pas la phalange serrée des pairs dont tous les efforts tendent à régler sa marche trop précipitée.

La chambre réformiste des communes, ayant à sa tête le chef du parti whig, a soutenu O'Connell dans l'affaire honteusement légale de l'élection de Carlow.

Le gouvernement anglais s'est décidé à réduire le droit du timbre à un sou, le 5 juillet prochain. Cependant le projet contient une clause pour élever ce droit sur les grands journaux publiés sur double feuille et imposés assez injustement de faire une exception en faveur du principal journal ministériel. Les propriétaires du "Morning Herald", du "Standard" et autres journaux de l'opposition conservative, réclament hautement contre ce favoritisme d'une nouvelle espèce.

Le bill de la réforme municipale en Irlande a été adopté le 26 avril à la Chambre des Pairs. Lord Lyndhurst proposa de le renvoyer à un comité spécial, avec des instructions relatives aux amendemens, de nature à détruire entièrement les intentions de la loi. Après un long débat, dans lequel lord Chancellor, lord Holland et lord Melbourne s'opposèrent à la motion, elle fut adoptée à une majorité de 203 voix contre 116.

Dans la Chambre des Communes, Sir Andrew Agnend a de nouveau pressé M. Peel pour faire observer le dimanche plus religieusement. Cette proposition fut reçue avec une légèreté indécente. M. O'Connel prétendit que la gaîté de ce jour était déjà plus respectée en Angleterre que dans tout autre pays et qu'il n'était pas possible d'y rien ajouter par aucune loi.

Le 26 avril, M. Rippon présenta une motion, déclarant que la présence des évêques au parlement était préjudiciable à la religion. M. Lushington soutint cette motion, lord John Russell s'y opposa et elle fut rejetée à une majorité de 180 voix contre 52. M. Rippon annonça qu'il renouvellerait sa motion à la prochaine session.

Le paquebot Independance capitaine Nye, a fait de New-York à Liverpool le plus court passage connu, en 14 jours et 5 heures. Un passager remarque, comme un fait assez singulier que dans l'espace de 18 jours, il a vûlé le sol des Etats-Unis, de l'Angleterre, de l'Irlande et de l'Ecosse.

On annonce que les ducs d'Orléans et de Nemours allaient partir pour Berlin, où les appelaient les grandes revues. De cette ville il devaient se rendre à Vienne.

Parmi les Polonais exilés de Paris, on nomme les généraux Sobik et Dwernecki, et le nonce Ledochowski.

Les gouvernemens français et anglais semblent avoir résolu de faire de nouveaux efforts en faveur de la Reine d'Espagne. La France permet que l'on enrôle des hommes pour le service espagnol, consent à lui fournir des armes, des munitions et de l'argent. En outre, les soldats qui reçoivent leur congé peuvent s'engager dans la légion française.

Les nouvelles du Portugal sont du 9 avril ; le prince de Saxe Cobourg était débarqué le 8, au milieu des démonstrations de l'allégresse publique. Toutes les maisons de Lisbonne étaient illuminées. Le lendemain le mariage fut ratifié ; les vaisseaux du port firent entendre une salve d'artillerie. Cependant la Reine apprenant que les Cortès étaient encore occupées à discuter la nomination qu'elle avait faite de son royal époux au commandement en chef, se rendit en personne à l'assemblée et la prorogea.

Le marquis de Valencia, chargé par la Reine de former un nouveau ministère, s'est heurté avec le duc de Palmella. Il s'est élevé quelques difficultés sur la rentrée des membres de l'ancien cabinet. Le pays a la plus grande confiance dans le patriotisme du marquis et le ministère dont il fera partie jouira de la popularité que l'autre avait perdue. On assure que le baron de Lagos sera nommé ministre des finances : ce bruit n'a point de fondement, mais il faut espérer que le baron de Lagos appuiera le ministère de son ami le marquis de Valencia.

Le gouvernement belge vient de recevoir un grand assortiment de plants, bourgeons et graines d'arbres des Etats-Unis d'Amérique dont on espère tirer un bon parti en Belgique. Dans le nombre se trouvent six espèces de chêne, trois de frêne, douze de sapin et quatorze ou quinze autres diverses espèces d'arbres.

SUEDE.—Les nouvelles de la Suède sont du 16 mars. Le monarque suédois a ordonné que toute sa marine militaire fut mise sur le pied de guerre, dans le but, à ce qu'on suppose, de se coaliser avec la France et l'Angleterre contre la Russie qui n'a donné à la Suède que trop de preuves de son ambition démesurée.

—Le 13 mars, le premier ministre d'Espagne, Mendizabal et M. Isturiz, grand d'Espagne, se sont rendus sur le terrain pour vider une affaire d'honneur. Après le premier feu de leurs pistolets qui ne produisit aucun résultat, les deux adversaires se donnèrent la main et se séparèrent comme si de rien n'était. Le témoin du premier ministre était le général Seoani, et celui d'Isturiz le compte de las Navas. A la requête du ministre les journaux n'ont point parlé de cette affaire qui, suivant les vieilles lois espagnoles, serait considérée comme une affaire criminelle, entraînant une punition afflictive et infâmante, et qui du temps de la sainte inquisition, eut été du ressort de sa juridiction.

—Le Courrier de Londres du 29 avril publie un article de la Gazette de Hambourg par lequel il paraîtrait que la Gazette de St. Petersbourg a officiellement annoncé la ratification du traité entre la Russie et la Turquie. La Turquie doit payer à la Russie huit millions de piastres turques et la Russie doit évacuer la Silistrie.

—LIVERPOOL, 30 avril. Le navire paquebot Independence, capitaine Nye, parti de New-York le 8 mars, est arrivé à Liverpool en 14 jours. Cette traversée n'est faite quelquefois en 16 jours. En 1832 le paquebot New-York l'a faite en 15 jours et 18 heures, mais voici le premier exemple d'une traversée faite en moins de 15 jours. Les passagers au nombre de 38 ont présenté au capitaine un superbe service en argent.

—Le Prince de Saxe-Cobourg, fiancé de la reine de Portugal, est arrivé à Lisbonne le 8 mars. Sa réception a été, comme d'usage en pareilles occasions, très brillante. Mais au moment même où son arrivée était annoncée par des salves d'artillerie, les chambres décrétaient qu'il ne pourrait jamais être le commandant en chef de l'armée.

—Il paraît par les journaux de Paris du 27 avril, que la Chambre des Députés a discuté assez vivement l'ordonnance royale relative aux droits de douane sur les laines, pour les réduire de trente trois pour cent. Après des débats assez soutenus, dans lesquels le général Domarça, le soi-disant champion des opinions libérales, s'opposa à la réduction et même exprima le desir que les droits fussent augmentés, la Chambre suivit l'opinion de la commission et adopta les droits fixés par l'ordonnance.

On lit dans la seconde édition du Times, que l'administration de M. Campos en Portugal, avait été complètement renversée et que la Reine était assez embarassée pour en former une nouvelle. On a parlé de M M. Lavradio et Carvalho, mais on assure que le premier a refusé et que le second s'occupait à chercher de hommes de talent et populaires pour en faire ses collègues.

Cet état de choses a créé une confusion assez grande ; plusieurs bons du gouvernement ont été protestés faute de paiement. La Reine a été reçue fort silencieusement et dans la Chambre et dans les rues de Lisbonne.

Une assemblée nombreuse des députés se réunit le 12 avril, afin de délibérer et adopter une protestation contre le gouvernement, blâmant la prorogation des Cortès avant que le budget des finances ait été adopté en déclarant à leurs commettans que le gouvernement ne peut exiger le paiement des taxes et impôts avant qu'ils n'aient été légalement votés par les Cortès.

Une lettre de St. Pétersbourg contient le discours suivant comme prononcé par l'Empereur Nicolas :

"L'Angleterre interviendra en Espagne. Nous l'imiterons en intervenant en Turquie. Si le cabinet anglais attaque nos principes, nous attaquerons son commerce. L'Angleterre ne peut occuper la Péninsule. Quant à nous, si une fois nous entrons dans Constantinople, nous y resterons."

Malgré ce discours si fier, l'Angleterre interviendra. La nomination de lord John Hay, au commandement des forces navales britanniques sur les côtes d'Espagne, ne laissent plus aucun doute sur l'intention du cabinet anglais.

S'il faut en croire, la France ne restera pas en arrière et se prépare à envoyer des secours à la Reine. Il ne reste plus qu'à savoir quelle est la marche que suivra la Russie, lorsque les intentions des gouvernemens anglais et français seront connues à la cour de St. Pétersbourg.

On lit dans le Journal du Commerce : Nous pouvons assurer que le cabinet français a accordé au gouvernement grec une avance d'un million de francs, sur le paiement de l'emprunt qui va échoir.

La Gazette de Leipsic, annonce sous la rubrique de Munich, 4 avril, que l'émigration en Amérique augmente dans le cercle du Rhin. Depuis le mois de janvier, 554 familles formant un nombre d'environ 2000 individus, ont émigré.

Les journaux de Bruxelles annoncent qu'une vive sensation a été produite à la Bourse, le 11 avril, par la fuite d'un courtier qui a emporté avec lui 80,000 florins. On suppose qu'il est passé en Angleterre.

On lit dans l'Impartial, que 30 Polonais, domiciliés à Paris, ont reçu ordre du gouvernement de sortir de la capitale, pour avoir signé la déclaration engageant les Polonais à se former en confédération.

Le Moniteur du 27, donne les nouvelles suivantes d'Espagne :—Le général Evans est arrivé le 21 à St. Sébastien avec sa division. Il va rétablir le pont de Ste. Catherine, qui servait de communication avec le port du passage. Le général Cordova, craignant une tentative sur Equia, s'est avancé le 19 sur cette ville avec des forces imposantes. On écrit de Valencia, que la bande de Cabrera qui s'était emparée de Chiva et de Torres, s'était avancée à quelque distance de Burjasot, sur la route de Madrid, fut défaite par la division du général Palarea, après une action meurtrière, dans laquelle les Carlistes perdirent près de 300 hommes. Il ne fut fait de quartier à aucun prisonnier. La perte des Christinos ne s'élève qu'à dix hommes ; ils eurent aussi 40 blessés. Le lendemain Cabrera s'enfuit en désordre dans la direction d'Alcullas, en passant par Lloes del Villar

Des lettres de Bayonne du 23 portent que Don Carlos était, le 21, à Elorrio. La prise de Lequeitio, où la Gazette officielle des Carlistes, publiée à Onate, annonce qu'ils ont trouvé 19 pièces de canon, a fait une vive impression à Madrid.

Le brigadier général Jauregui, plus connu sous le nom d'El Pastor, a été privé de son commandement et resta à Pampelune, disgracié par la cour. Quelle peut être la raison assez puissante pour laisser dans l'inaction un officier aussi brave et d'un patriotisme reconnu ?

LONDRES, 30 avril.

Le seul trait nouveau dans nos affaires d'argent, dit le Times, est une baisse dans les actions de la Banque d'Angleterre. Cet accident est l'effet bien naturel des mesures prudentes adoptées par la direction. Alarmés sans doute de l'augmentation rapide des billets mis en circulation par les banques provinciales, les directeurs ont jugé convenable de réduire les émissions de la banque, afin de se préparer à la réaction qui doit infailliblement suivre ces opérations mal conçues. Pour arriver à ce résultat, ils ont dû resserrer le cercle de leurs affaires et il n'est pas étonnant que quelques personnes timides aient jugé qu'il allait de leur intérêt de rendre leurs inscriptions.

Le bataillon anglais, dont une grande partie s'est déjà embarquée à bord du bateau à vapeur Phœnix, pour Santander, sera fort de 640 hommes, tous bons soldats, tirés des détachemens placés à bord des vaisseaux de l'Etat.

Les huit vaisseaux de ligne, dont l'armement a été ordonné, sont presque prêts à mettre en mer. Les 3200 marins nécessaires pour former leurs équipages, indépendamment des officiers et soldats qu'ils doivent transporter, sont déjà réunis aux différens ports d'embarquement.

PARIS, 16 avril.

Nous avons reçu aujourd'hui des nouvelles de Madrid jusqu'au 7 ; la discussion de l'Adresse n'était pas encore terminée dans la Chambre élective.

M. le comte de Las Navas a ouvert la séance du 6 par un discours très hostile au ministère ; où l'étranger n'a pas toujours été aussi raisonnable que violente. M. de Las Navas s'est plaint de tout et à tout propos : il s'est plaint du despotisme exercé dans les provinces par les capitaines-généraux ; il s'est plaint des rigueurs de la censure envers un petit journal de Madrid, intitulé el Jorobado (le Bossu) ; il s'est plaint de l'état incomplet du ministère, de la loi électorale, de l'absence d'un grand nombre de députés, et notamment des députés d'Amérique, de la détresse du trésor, de l'anéantissement du crédit, de la Bourse de Madrid et des employés du ministère de l'intérieur. Enfin M. de Las Navas a impitoyablement énuméré toutes les promesses du fameux programme de M Mendizabal, pour démontrer que pas une seule n'avait été remplie. Il a demandé ce qu'on pensait maintenant de cette guerre civile qui devait être terminée dans six mois, disait M. de Mendizabal en arrivant au pouvoir, il a dénoncé les excès commis à Barragosse, et finalement il a conclu au rejet du travail de la commission.

Voici le seul passage de cet étrange discours que nous croyons devoir reproduire :

" Je voudrais, a dit M. de Las Navas, que M. Mendizabal s'expliquât sur l'intervention. Je ne crois pas qu'une intervention soit nécessaire : et qu'on ne discute pas sur les mots, car sous quelque forme que l'intervention se présente, elle ne perdra point ce caractère. Le Président n'a pas étendu sa sollicitude au delà des provinces qui étaient abrité derrière des rochers inaccessibles ; le camp volant qu'elle a envoyé à Castille, n'est discour à Santander. Pourquoi donc son intervention serait-elle nécessaire ? Un ministère a déclaré dans cette enceinte qu'il n'admettrait jamais l'intervention. (Une voix : Il l'a admise.) S'il l'admise, il s'est démenti. Je désire que M. Mendizabal me réponde sur ce point. Hier il a été question d'un acte de représailles exercé contre la mère de Cabrera ; si M. le ministre de la guerre ne m'avait assuré que le gouvernement ignorait tout ce qui s'était passé, j'aurais jeté la voile, sur ce malheureux évènement ; mais lorsque ces victimes ont été lâchement assassinées par ce scélérat, le ministre croit-il que sa responsabilité soit à couvert parce qu'il a allégué qu'il ignorait ce qui s'était passé ? Le ministère devait ordonner une enquête et défendre l'honneur du pays. On a dit que dans cette circonstance les formes légales avaient été observées ; mais pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas éclairci le fait ? Il aurait pu ainsi opposer un argument irrésistable au Parlement anglais. Qu'se contente de répondre à une nation magnanime : j'ignore ce qui a eu lieu, le sang versé me rejombe pas sur moi. (Murmures.) Je ne parle pas du sang versé, Messieurs, mais de l'ignorance du fait. Je prie le ministre de la guerre de vouloir bien répondre."

On voit que M. de Las Navas hésite à croire qu'en effet la mère de Cabrera ait été juridiquement condamnée pour avoir pris part à une conspiration carlistes. selon l'assertion toute nouvelle du ministère espagnol ; et nous ne comprendrons pas mieux que lui pourquoi, si le fait est vrai, on n'aurait pas plutôt douté officiellement cette exécution à l'Europe.

Le ministre de la justice a répondu à M. de Las Navas que des enquêtes étaient ordonnées sur les troubles de Sarragosse et sur l'exécution de la mère Cabrera.

De nouvelles attaques contre le projet de la commission ont été portées, cette fois, par le célèbre mais faible de M. Arguelles. Cet orateur, le seul de quelque réputation qui défende le ministère, a déclaré dans son discours que si des raisons personnelles ne l'avaient pas empêché d'en faire partie, après le lugubre tableau qu'on venait de tracer de la situation du pays, il s'y refuserait plus décidément que jamais.

C'est avec le doute qu'est resté M. Arguelles de gémoeux appui, et prouver à l'Espagne combien son cœur était sensible, que M. Mendizabal a pris ensuite la parole. Au moins regrettons-nous de n'avoir pu trouver dans le discours suivant, avec la meilleure volonté du monde, que le témoignage assez superflu et très peu parlementaire de cette excessive sensibilité.

M. Arguelles, mon digne et véritable ami, dit M. Mendizabal, vient de dire que s'il était disposé à entrer dans le ministère, il en serait désormais par le bleau affligeant qu'en ont présenté plusieurs députés. Je ne serai plus jeune, et certes je n'abandonnerai pas le ministère aussi long-temps que je pourrai répondre aux accusations qui seront dirigées contre le gouvernement. Après que les ministres auront répondu, les députés décideront si les ministres méritent ou non leur confiance. S'ils la méritent, ils continueront à remplir leurs hautes fonctions, sinon ils iront siéger sur les bancs rouges, et dirons à leurs successeurs qu'après sept mois d'exercice du pouvoir, ils n'ont grevé la nation d'aucune contribution nouvelle et contracté aucun emprunt. Ils ajouteront qu'ils ont maintenu jusqu'à un certain point l'ordre et la tranquillité publique.

"Quand je fus appelé à faire partie du ministère, la capitale se trouvait en état de siége. Eh bien ! depuis six mois nous n'avons pas augmenté le nombre des patrouilles chargées de maintenir l'ordre et la tranquillité. Dans la discussion, on a prétendu que la liberté de la presse n'existait point, et l'on a cité le Jorobado. Je réponds que des mesures ont été prises contre ce Jorobado parce qu'il était permis des personnalités qui devaient le rendre le ridicule aux fonctionnaires publics. La liberté de la presse a existé et existe de fait ; et c'est ce qui est prouvé par les journaux mêmes qui ont entretenu la nation de tant de malheurs et de la défiance qui régnait à l'égard du ministère.

"Que les provinces disent si le 25 février les élections n'ont pas eu lieu conformément au programme du 14 septembre. Une seule province a-t-elle demandé la dissolution du ministère ? Non. Une seule province l'a-t-il accusé ? Non. Quel est le nombre des Adresses qui arrivèrent quand le ministère fut obligé de dissoudre les Cortès. Il y en a plus de 1,250 des députations provinciales qui demandent le maintien du ministère. Comment le ministère s'est il conduit ? Il a renoncé à la popularité en ne faisant pas insérer les Adresses dans les journaux, et consenti à passer pour ingrat. Il n'est pas une députation provinciale, pas une municipalité qui puisse dire que nous lui avons résisté. Je le répète à la face de la nation, le ministère le prétendu qui a été présenté par plusieurs députés, quoique mon talent ne soit pas égal à celui qu'ils possèdent, car je n'ai pas reçu une éducation littéraire ; mais je parlerai d'abord d'une affaire personnelle concernant la composition du ministère. J'avais pensé et j'ai vu ce effet que ce pays diffère des autres nations. Mon excellent ami M. Arguelles, m'a récompensé de mes services en disant que son cœur m'appartenait. Ce patriache de la liberté, en s'exprimant avec noblesse et énergie, et en attaquant même ses amis, a donné à la foie une preuve de son impartialité et de son amitié pour moi : mais ce matin, en jisant les journaux, et en voyant qu'il avait dit que son cœur m'appartenait, j'ai éprouvé une joie qui m'a fait verser des larmes."

Au ce moment M. Mendizabal s'arrête, et les larmes qu'il verse l'empêchent de continuer. Il continue ainsi :

" Je croyais que ces explications seraient suffisantes pour calmer l'inquiétude de quelques députés qui ne sont imaginés que des motifs d'ambition m'avaient été suscités à accepter le ministère. Ce qui prouve que je n'ai pas agi avec ambition, c'est que j'ai conservé la présidence du conseil par intérim ; quand je fus chargé par S. M. de former le ministère, je nommai le président, bien qu'il soit d'usage que celui qui forme le ministère prenne la présidence pour lui. La personne que je nommai n'accepta, qu'à condition que personne ne pouvait mieux que moi, exercer ces fonctions ; je conservai cependant la présidence par intérim, parce que je conservai l'espoir que quelque patriarche de la liberté se joindrait à moi et qu'il accepterait la présidence du conseil. Si j'avais gardé la présidence définitivement, la délicatesse de mes amis les aurait empêchés de la prendre. Le 14 juin dernier, quand je fus appelé dans le conseil, j'étais loin de m'attendre à cette distinction. Ma patrie était en danger ; j'avais de grands sacrifices à faire pour venir à elle, cependant je n'hésitai point ; je brisai à l'instant tous les engagemens qui me retenaient et j'arrivai au moment où ma patrie allait périr. Ma conduite est bien connue ; je pense que les explications que j'ai données hier et aujourd'hui auront satisfait un député qui est enfant du même sol que moi, et qui a été long-temps mon ami et mon compagnon d'infortune.

J'ai dit suffisamment pourquoi je n'avais pas complété le ministère. Le moment est arrivé de le compléter, mais avant tout, je devais exposer mes scrupules à la nation. Aucun de ceux qui peuvent désirer le ministère ne se trouve dans ma position ; je fais la distribution de mon traitement ; je n'ai donné aucun emploi à mes parens ni à mes amis ; et à ceux qui m'ont demandé des emplois, j'ai payé de ma bourse ce que l'argent pouvait produire. Quand aux honneurs, tout le monde sait que je ne les désire point. "

Un nouvel ajournement de M. Mendizabal le force encore à s'interrompre, et il demande à la Chambre la permission de remettre au lendemain ce qu'il avait encore à lui dire.

Le lendemain, M. Mendizabal n'a rien dit. Après une assez longue discussion, la Chambre a décidé que le général Seoane, ministre de la guerre, qui refusait l'autorisation de quitter son commandement pour venir siéger à la Chambre, serait appelé à prendre place au milieu des procuradores. C'était le général Serrano qui avait lui même saisi la Chambre de cette question. Le seul orateur entendu sur l'Adresse, au départ du courrier, était M. Buriel, qui essayait de justifier l'exécution de la mère de Cabrera, et qui, opposant aux articles de la Gazette de Madrid la doctrine d'intervention faite à Paris par le général Alava, dont les journaux français ont parlé, sommait M. Mendizabal de s'expliquer nettement sur l'intervention.

On voit que depuis le discours de M. Isturiz la discussion du projet d'Adresse se traîne péniblement d'une médiocrité à l'autre, et s'use en déclamations stériles au milieu desquelles on cherche vainement une haute pensée politique et un généreux sentiment. Rien ne s'y montre au niveau des circonstances ; et si nous croyons toujours que la nation espagnole est prête à se rallier autour d'une administration intelligente et énergique, à voir ce qui se dit et se fait au sein du premier corps politique de l'Espagne, nous ne savons trop où elle la trouvera.

M. l'Editeur de l'Abeille,

Dans votre numéro de jeudi, 9 du courant, j'ai lu un article communiqué ayant rapport à la vie politique du général Santa Anna, et spécialement à la révolution de 1828 dans laquelle il a joué un si grand rôle. Il est vrai que dans ce mouvement populaire j'avais associé mes destinées à celles de Santa Anna, et ayant fait toute cette campagne avec lui, je n'ai pas été peu surpris d'en voir une relation assez fidèle publiée dans votre gazette.

Mais il est dû de mon devoir de relever une erreur que votre correspondant a commise. Ce monsieur dit que "Santa Anna avait profité de cet armistice pour envoyer à Mexico une personne de toute sa confiance que nous croyons bien être le général Mexia, nous n'affirmons pas. La personne en question profita habilement de l'effervescence qui existait déjà dans la capitale contre le gouvernement et fit éclater plus tard la révolution de la Accordada, etc." Comme il serait injuste d'enlever à quelqu'un la gloire qu'il s'est justement acquise, je crois de mon devoir de déclarer que je n'ai pris aucune part à la révolution qui a eu lieu à cette époque. Si le général Santa Anna a envoyé, comme je le crois, un agent à Mexico, certes ce ne fut pas moi qui restai avec moi quelques compagnons d'armes 48 jours bloqué par nos adversaires et qui, au nombre de 12 survivans ne durent la vie et le triomphe de notre cause qu'à la révolution faite dans la capitale.

J'ai l'honneur, etc., monsieur,

Votre dévoué serviteur,

JOSE ANTONIO MEXIA.

Les amis et connaissances de M. JOSEPH FERRET sont priés d'assister à l'enterrement de son enfant Jules Ferret, décédé hier à midi

Le convoi partira de sa maison rue Bargone, entre Gravier et Union, cet après-midi à 5 heures. 11 juin

MARIE—Hier soir par le révérend Jean Jean, vicaire général du diocèse, le Dr. F. FORNERIS à Mdle. Ves. FOULLAULT, (née Lauve) tous deux de cette ville.

Théâtre St. Charles.

Au Bénéfice de M. J. M. FIELD.

Samedi, 11 juin, on représentera la pièce, intitulée

A New Way to pay Old Debts.

Le spectacle se terminera par une nouvelle pièce intitulée.

TOURISTS IN AMERICA.

AVIS aux Marchands quincaillers et autres—Le soussigné, désirant se borner à la manufacture, dispose de son fonds de quincaillerie au prix coûtant. S. E. KIP.

encoignure des rues Poydras et Tchoupitoulas.

N. B. S. E. Kip continuera de travailler le cuivre en feuilles et la tôle, de couvrir les toits et de placer les gouttières et les conducteurs, &c. &c. S'adresser à l'ancienne boutique. 11 juin—8

EN débarquement et à vendre par les soussignés 60 paniers bouteilles à Madère.

E. TASTET & A. DELAMARE.

11 juin—3 No. 90, rue St. Louis

COMMERCE.

NOUVELLE-ORLEANS, 10 Juin 1836.

COTON.

401 balles	Mississippi	16¼
200 do	do	16½
53 do	do	16
60 do	Arkansas	18¾
714		

REMARQUES.

Quelques opérations faites de la semaine se montant, comme nous avons pu nous en assurer, à 10,081 balles, nous avons à répéter encore ce que nous avons avancé dans notre dernier rapport, que les prix sont à peu près les mêmes que ceux de la semaine précédente, et s'il s'est opéré quelques légers changemens ils ont penché vers la baisse. Le marché a été extrêmement calme.

D'après ce que nous avons eu à dire, les ventes de la semaine ont été comme suit :

95 balles Mississipi à 18 1/2 cts.; 111 à 18 1/8 ; 31 à 16 3/4 ; 817 à 16 1/2; 1170 à 16 ; 442 à 15 1/2 ; 1536 Mississipi et Louisiane à 17 1/4 ; 527 District de l'Ouest à 13 1/2 ; 414 à 12 3/4 ; 23 Arkansas à 16 ; 60 à 18 1/4 ; 344 Tennessee à des prix ignorés ; 71 Mobile à 17 1/2; 100 à 16 5/8. Des avis du Hâvre et de Liverpool du trente avril ont été reçus en ville aujourd'hui—les deux marchés y sont représentés comme très calmes. Celui de Liverpool a éprouvé une baisse de 1/8 à 3/4. Ces divers rapports n'étant parvenus qu'aujourd'hui, il serait difficile de se faire une juste idée de l'effet qu'ils peuvent avoir produit ici ; cependant, nous sommes portés à croire que les spéculateurs s'attendent à voir s'opérer une baisse dans les prix actuels de ce marché.

TABAC—Les transactions de la semaine se montent à 4 ou 500 bts., et les ventes les plus extensives se sont opérées à 5, 6 et 7 cts, et ces prix peuvent être considérés comme ayant été donnés en majeure partie pour de forts lots de tabac remué. Quoiqu'il en soit, de petits lots d'une qualité supérieure peuvent commander 6/8 cts. au-dessus des prix susdits. Il y a eu quelques ventes à ces taux cette semaine.

SUCRE—Nos quôtes peuvent être considérées comme presque nominales. La demande est très limitée et il se fait peu de ventes.

FRET—Nous quôtons le frêt du coton pour Liverpool à 1/2 c. ; Pour le Hâvre 1/4 ct.; Tabac pour Londres 50 shellings ; Cowes et autres marchés 55 shel. Pour les ports du Nord des Etats-Unis : coton 3/4 cts tabac 96 1/2 à 7 par boucauts. Tout est calme et ces prix s'obtiennent difficilement.

Nous ferons remarquer que le marché est en général excessivement calme. Le tabac est le seul article qui éprouve une demande raisonnable, et toutes les transactions qui se sont opérées dans cette branche l'ont été durant les derniers jours de la semaine.

La quantité de farines et de provisions sur la place est considérable, et les demandes sont très limitées.

Cours d'actions à la Nouvelle-Orléans.

Vendredi 10 Juin 1836.

Corrigés par Thomas Fellows, courtier de change.

Banque de l'Etat de la Louisiane	129¼ d'vent
Banque d'Orléans	117 demandé.—der. v.—à l'encan.
Banque de la Louisiane	123½ dern. ventes
Banque Consolidée	105 demandé.
Banque du Canal	105 demandé.
Banque de Cité	105 offert.
Banque de l'Union de la Louisiane	122½ dern. ventes.
Banque des Citoyens	110 demandé
Banque Commerciale	106 demandé
Banque des Artisans	54 demandé.
Banque du Gaz	104½ d ventes.
Banque du Chemin de Carrollton	104 demandé
Banque d'Améliorations	pair demandé.
Banque d'Atchafalaya	104 pour 95 payé.
Compagnie de la Bourse et Banque	pair demandé.
Compagnie d'Ass. de l'Etat de la Louisiane	40 pour 30 ventes
Compagnie d'Ass. de la Louisiane	630 pour 300 payés
Compagnie d'Orléans	pas de ventes.
Compagnie d'Ass. du Mississippi	63 prim demandé.
Compagnie d'Ass. des Négocians	35 demandé.
Compagnie d'Ass. de l'Ouest	65 dem.
Compagnie d'Ass. de l'Atlantique	pair demandé
Compagnie d'Ass. de l'Océan	55 demandé.
Compagnie d'Ass. Commerciale	pair dem.
Compagnie d'Ass de l'Aigle	32 pour 25 à l'encan.
Compagnie de Navigation d'Orléans	pas de ventes.
Compagnie de Pontchartrain	pair.
Compagnie du Railroad de Nashville	aucune vente.
Compagnie de la Presse d'Orléans	aucune vente.
Compagnie de la Presse de la Levée	pair demandé
Compagnie d'Architectes de 1828	pair.
Compagnie d'Architectes Se. Dist	au pair.

HAVRE, 23 avril.

Cafés—Les ventes pour les affaires et la consommation intérieures s'opèrent très lentement. Nous n'avons aucun changement matériel à annoncer quant aux prix si ce n'est cependant dans les qualités inférieures qui se soutiennent difficilement.

Cotons—Notre marché au coton cet on ne peut plus languissant, et depuis notre dernier rapport nous avons à noter dans toutes les transactions qui ont eu lieu sur les cotons des Etats-Unis, courte soie, une baisse de 2 à 5 centimes, selon la qualité.

Les ventes du 14 au 22 courant n'offrent qu'un total de 1171 balles, consistant en 513 balles Upland de 140 à 148 f.; 121 Mobile de 138 à 150 f., 436 Louisiane, 133 à 157 f. 50 ; et 110 Pernambuco, 165 à 175 f. le tout droits payés. Les renforts reçus durant la même période forment un total de 6360 balles, dont 5733 cotons des Etats-Unis et 627 de Cambrie.

Existences au 21 mars	30,470 balles, dont	26,397 E U	
Arr. jusqu'au 22 avril,	13,960	17,984	
		44,381	
Ventes jusqu'au 22 do.	3,789	2,758	
Existences au 22 do.	45,707	41,623	

HAVRE, 30 Avril.

Le marché au coton a été calme pendant les derniers huit j